

Essence

Se déplacer devient un luxe

Le 11 juillet, les communistes, pour protester contre le racket des automobilistes, ont décidé de vous adresser leurs propositions et de vous ouvrir 8 péages en France.

Depuis quelques jours, le prix de l'essence à la pompe vient de passer les 1,50 €. Dans le budget des ménages qui ont pourtant modifié leurs habitudes et notamment réduit le kilométrage parcouru, la part des dépenses en carburant atteint des niveaux inégalés. Ce sont d'abord les plus modestes qui sont touchés, mais aussi ceux qui, faute de transports publics suffisants, sont contraints d'utiliser l'automobile, notamment pour se rendre sur leur lieu de travail, ou pour en chercher... Au-delà, c'est toute l'économie qui est menacée, notamment les pêcheurs et les agriculteurs déjà fragilisés.

La faute à qui ?

Bien sûr, la raréfaction du pétrole et des énergies fossiles est une des causes de ces augmentations. Mais la brutalité de la crise actuelle que nous vivons est à rechercher ailleurs :

— dans la course aux profits des compagnies pétrolières. Depuis 2004, Total réalise chaque année un volume de bénéfices équivalent au tiers du total des dépenses de carburant en France : des profits fabuleux directement prélevés sur le pouvoir d'achat des consommateurs et qui, loin d'être investis dans la prospection, le raffinage, la recherche, ou dans les énergies alternatives, alimentent la voracité des actionnaires (+20% de dividendes par an chez Total) ;



— dans la folie des marchés qui, spéculant sur le prix du baril comme on joue aux courses, amplifient de manière dramatique l'envolée des cours ;

— dans la politique étrangère des Etats-Unis qui, pour s'acaparer les ressources pétrolières du Moyen Orient, mène depuis six ans une guerre qui aura coûté 3.000 milliards de dollars et rendu service aux spéculateurs ;

— du côté de l'État, qui perçoit une manne colossale de plus de 30 milliards d'euros, soit 10% de ses recettes fiscales avec deux taxes sur les seuls carburants particulièrement inégalitaire (TVA et TIPP).

PCF
Parti communiste français

Au total, ces taxes représentent près des 2/3 du prix d'un litre à la pompe. Sarkozy, si prompt à dilapider 15 milliards d'argent public en exonération fiscales pour les plus riches ne fait rien pour le pouvoir d'achat du plus grand nombre.

Tout de suite !

Alors qu'il est chaque jour plus difficile de faire face aux dépenses de la vie quotidienne, pour se nourrir, se loger, se déplacer, le racket sur l'essence doit cesser. Il est possible d'agir tout de suite pour plus de pouvoir d'achat et plus de justice. C'est ce que propose le Parti Communiste Français :

- En instaurant un prix maximum à la pompe, notamment pour le fioul ;
- en décidant la diminution de 5% de la TIPP sur l'essence et le gel de celle sur le Gazole ;
- en adoptant un plan d'urgence pour développer les transports publics ;
- en finançant ces mesures par une taxe sur les profits des compagnies pétrolières.

Préparer l'avenir

Mais pour sortir durablement de cette impasse, il faut surtout un autre mode de développement, une autre logique que celle imposée par le capitalisme : un productivisme rapace et aveugle qui pille les ressources énergétiques et la planète.

A ce rythme, il n'y aura plus de pétrole d'ici quelques décennies, c'est à dire demain. Les énergies fossiles sont limitées et productrices de gaz à effet de serre. Il ne faut pas en rester aux beaux discours du Grenelle mais vraiment passer aux actes. L'argent est là, il n'y en a jamais eu autant. Le Parti Communiste Français propose :

- Abonder un fond de recherche pour les développer les énergies renouvelables financé notamment sur les profits ;

— garantir durablement le droit à la mobilité par une politique d'investissement massive dans les transports publics et une politique tarifaire accessible ainsi que le ferroutage ;

— constituer à partir d'EDF et GDF un pôle public de l'énergie ayant vocation à être élargi pour fonder un véritable service public européen de l'énergie ;

— organiser une Conférence mondiale sur l'énergie pour une gestion commune et « hors-marché » des ressources énergétiques et leur partage équitable.

Voilà quelques propositions que la France devrait porter pendant la présidence de l'Union Européenne au lieu de continuer à livrer l'énergie aux intérêts privés. Les communistes sont et seront de toutes les mobilisations pour faire échec à ces politiques et construire des alternatives.



JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



- Je désire être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à : l'association de financement du PCF)

Nom et prénom :

Adresse :

E-mail : Tél. :

www.pcf.fr/adherer

A retourner : Parti communiste français 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19.
Tél. : 01 40 40 12 12 - E-mail : pcf@pcf.fr - Web : www.pcf.fr